

SITUATION DE TIMOR-ORIENTAL

L'île de Timor se trouve située entre l'extrémité sud-est de l'Indonésie et l'Australie. Durant l'occupation coloniale hollandaise et portugaise, l'île de Timor fut divisée en deux parties : Timor oriental et Timor occidental. L'ancien territoire portugais a une superficie totale d'environ 15.000 km² (la superficie totale de l'île de Timor est de 30.000 km² environ).

La population actuelle de Timor-oriental est approximativement de 650.000 habitants de diverses origines ethniques et dont un tiers sont catholiques. Il existe plus de 16 langues indigènes, la plus répandue étant le tétum et étant utilisée comme langue commune. L'emprise coloniale portugaise remonte à l'année 1511. Quatre siècles et demi de "mission civilisatrice" du Portugal n'ont pratiquement rien apporté aux 650.000 habitants de Timor. Il reste aujourd'hui 90 % d'illétrés et le taux de mortalité infantile est de 40 %. La tuberculose et la malaria continuent à faire d'immenses ravages dans la population. Sous le régime colonial, l'enseignement fut réservé à la classe privilégiée.

La grande majorité des habitants sont des agriculteurs avec un revenu par tête inférieur à 200 F. par an. Sous le régime colonial portugais, le café représentait plus de 90 % des exportations, dont 40 % étaient contrôlés par une seule société portugaise. Le régime colonial portugais a été très dur à Timor-oriental. Les services de santé étaient presque inexistants (il y avait seulement 20 médecins pour les 650.000 habitants, et la plupart d'entre eux se trouvaient à Dilli, la capitale). Il n'y a aujourd'hui que 20 kms de route asphaltée, un seul aéroport et un seul port. Presque 90 % de la population est constituée de paysans qui survivent grâce à des techniques agricoles rudimentaires.

LA NAISSANCE DU FRETILIN

Avant le coup d'état du mouvement des forces armées (MFA) à Lisbonne, le 25 avril 1974, un petit groupe d'habitants de Timor, composé surtout de fonctionnaires et d'étudiants, s'est réuni de façon informelle pour discuter de l'avenir du pays, des souffrances endurées par le peuple sous le régime colonial et du retard économique et social pris par Timor-Orientale pendant cette période.

Après le coup d'état de Lisbonne, ces groupes clandestins sont organisés en parti politique "Associação Social Democrática de Timor" (ASDT) avec Ramos Horta comme secrétaire général.

L'ASDT a déclenché la première grève des travailleurs dans l'histoire de l'île, qui eut pour résultat une augmentation de 100 % du salaire minimum. Le 22 mai 1974, l'ASDT a publié son premier manifeste politique réclamant l'indépendance, la fin du colonialisme, la participation au gouvernement, la fin de la discrimination raciale et de la corruption et la coopération fraternelle avec les pays voisins.

En septembre 1974, l'ASDT a décidé de changer le nom du parti en "Frente Revolutionaria de Timor Leste Indépendente" ou FRETILIN. Ce changement est intervenu afin d'élargir la représentativité du parti, pour inclure toutes les forces progressistes.

Le FRETILIN a réussi à rassembler une large coalition du peuple et des forces qui combattaient le colonialisme portugais. Ses efforts ont rallié une grande majorité des habitants de Timor-Oriental. Pour la première fois, les masses les plus pauvres de Timor-oriental ont appris à écrire et à lire leur langue.

Durant les cinq premiers mois de son existence, le FRETILIN a recruté 80.000 membres. Aux élections des chefs de villages, organisées par les portugais en juin 1975, le FRETILIN a remporté 90 % des suffrages. Sa popularité peut être attribuée au fait qu'il a développé une campagne d'alphabétisation dans les villages les plus reculés et fondé des coopératives de village, ainsi qu'à sa politique de distribution des terres et à son programme d'enseignement national.

Les cadres et les militants du FRETILIN se sont rendus dans les villages, de nouvelles terres ont été cultivées et des magasins populaires ont été ouverts pour distribuer nourriture et produits de première nécessité. Des femmes ont participé aux campagnes d'alphabétisation, aux centres de soins pour enfants et à la vie politique.

ATTAQUES CONTRE LE FRETILIN

La croissance rapide du FRETILIN et l'énorme soutien des habitants de Timor-Oriental au FRETILIN ont suscité beaucoup de crainte auprès des forces réactionnaires de Timor-Oriental (représentées par les autres partis politiques tels que l'UDT -UNIAO DEMOCRATICA TIMORESE- et l'APODETI -ASSOCIACAO POPULAR DEMOCRATICA TIMORESE-. Ils ont provoqué aussi la peur du régime militaire indonésien.

Ce régime militaire, la presse coloniale et les réactionnaires de Timor-Oriental se sont alors unis pour traiter les membres du FRETILIN de communistes. Mais les succès et la popularité du FRETILIN ont réduit l'importance de l'UDT et des autres partis politiques. Les cadres et les militants de base de l'UDT commencèrent à quitter ce parti pour rejoindre les rangs du FRETILIN.

Pendant ce temps, les déclarations publiées dans les journaux et les magazines de Djakarta, à partir de la seconde moitié de l'année 1975, soulignent sans cesse qu'une victoire du FRETILIN serait une menace pour la stabilité de l'Indonésie et de l'Asie du Sud-Est.

Après que les leaders de l'UDT eurent pris des contacts en Australie, en Indonésie, à Taiwan, à Hong Kong, l'UDT déclencha, le soir du 10 Aout 1975, un coup d'état en occupant les états majors de la police avec l'aide des autorités portugaises qui refusèrent de désarmer l'UDT. L'UDT se mit à arrêter et à faire disparaître les membres du FRETILIN. Cependant aucun des membres du Comité Central du FRETILIN ne fut arrêté. Jusqu'au dernier moment, le FRETILIN essaya de persuader les portugais d'intervenir et d'empêcher la lutte ouverte. Quinze minutes avant le déclenchement du coup d'état par l'UDT, le Comité Central du FRETILIN, au complet, s'enfuit dans la montagne. Exaspéré par le refus des autorités portugaises de rétablir l'ordre, le FRETILIN décida, le 15 Aout 1975, de déclencher la lutte armée. La réponse à l'appel du FRETILIN fut rapide. Le 17 aout, les soldats timorais de l'armée coloniale passèrent dans les rangs des forces révolutionnaires et en moins d'un mois, toutes les forces de l'UDT furent écrasées. Les leaders survivants de l'UDT se réfugièrent dans la partie indonésienne de Timor.

Le succès remporté par le FRETILIN en moins d'un mois d'opérations militaires fut possible grâce au soutien massif de la population de Timor-Oriental. Le régime militaire indonésien qui soutenait activement l'UDT et l'APODETI, se prépara, alors, à écraser le FRETILIN. Le blocus des mers par des bateaux de guerre autour de Timor-Oriental, déclenché en Aout 1975, fut renforcé. Les attaques de frontières (entre Timor-oriental et la partie occidentale de l'île), menées par des soldats indonésiens et des soi-disant "volontaires" (créés par le régime indonésien), furent plus féroces et prirent une ampleur croissante. La presse occidentale et celle d'Indonésie se sont unies pour publier des articles et des reportages attaquant le FRETILIN, pour dénoncer en particulier ses soi-disant "massacres", et la peur qu'il faisait régner... Pendant ce temps, en Australie, les mouvements d'étudiants, les syndicats et autres organisations de masse organisaient des meetings et écrivaient des articles pour informer l'opinion publique sur le fait que l'Indonésie se préparait à envahir et à annexer Timor-Oriental.

NAISSANCE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE TIMOR-ORIENTAL

Durant les mois d'octobre et de novembre 1975, l'armée indonésienne continua de masser des troupes dans les régions entourant TIMOR-ORIENTAL. Au même moment, le régime de Djakarta persistait à démentir toute intention de lancer une offensive militaire. Le 28 novembre, Timor-Oriental malgré la menace d'une agression par le régime militaire d'Indonésie, déclara son

indépendance et établit la république démocratique de Timor-Oriental. L'indépendance du peuple de Timor fut proclamée par M. Francisco Xavier Do Amaral, président du FRETILIN.

Le lendemain, M. Xavier Do Amaral, qui est aujourd'hui âgé de 40 ans, et reçut autrefois comme jésuite une formation de 7 ans dans un séminaire de Macao, fut investi des fonctions de premier président de la république de Timor.

Le 1er décembre 1975, le président Xavier ^{do Amaral} mit en place le 1er gouvernement. Les postes sont répartis de la manière suivante :

- Ministro de Estado pt
Assuntos Econ
e Sociais*
- 1er ministre : Nicolau dos Reis Lobato
 - Ministre d'Etat et des Affaires politiques : Mari Alcatiri
 - ~~Ministre de l'Economie et des Affaires sociales~~ : Abilio Araujo
 - ~~Ministre des Statistiques~~ : José Gonçalves
 - ~~Ministre des Communications et des Transports~~ : ^{Edna de Anjos} Anjos de Ribeiro
 - Ministre du travail et des services Publics : Vicente dos Reis
 - Ministre des Affaires étrangères et de l'information : José Ramos Horta
 - Ministre de la Justice : Antonio Duarte Carvarino
 - Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Nationale : Alarico Fernandes
 - Ministre de la Défense : Rogerio Lobato
 - Ministre des Finances : Juvenal Inacio
 - Ministre de l'Education et de la Culture : Hamis Bassarewan

Mais l'invasion du pays par l'armée indonésienne a contraint la majorité des ministres, des membres importants du gouvernement et presque tous les dirigeants du FRETILIN de prendre le maquis pour diriger la lutte du peuple contre l'envahisseur.

Actuellement, une partie des ministres de la république démocratique de Timor-Oriental se trouve à l'étranger pour faire connaître son combat dans le milieu international et pour mener une action dans le champs diplomatique. Parmi eux, M. José Ramos Horta (Ministre des affaires étrangères et de l'information), M. Rogerio Lobato (Ministre de la Défense Nationale), M. Abilio Araujo (Ministre de l'Economie et des affaires sociales), M. Mari Alcatiri (Ministre d'Etat et des affaires politiques).

M. Ramos Horta a passé quelques temps aux Etats Unis pour obtenir le soutien de l'O.N.U. pendant que d'autres ont parcouru différents pays pour rallier un soutien public et diplomatique: entre autres : le Mozambique, la Tanzanie, l'Algérie, l'Angola, la Guinée-Bissau, les Iles du Cap Vert, la Guinée, la République Populaire de Chine, la République populaire de Corée, la République démocratique du Vietnam, la République du Benin (Dahomey), le Cambodge, Cuba, etc... La majorité de ces pays ont reconnu la République Démocratique de Timor-Oriental comme le seul gouvernement légitime.

PREPARATION DE L'INVASION DE TIMOR-ORIENTAL PAR L'INDONESIE

Quand le nouveau gouvernement portugais (après la chute de Caetano) annonce sa politique de décolonisation, la question de Timor-Oriental devint une grande préoccupation du régime indonésien. Les généraux de Djakarta discutèrent longuement de l'avenir de Timor. Un état indépendant, même avec un gouvernement réactionnaire, détruirait le statu quo d'une Indonésie regroupant des centaines d'éthnies et des milliers d'îles. Cela affaiblirait l'unité apparente de l'Indonésie en raison du climat de ressentiment des différents groupes ethniques existants envers le contrôle militaire de Java.

La création du FRETILIN, en septembre 1974, de plus en plus soutenu par la population à cause de sa politique de masse, inquiétait les généraux du régime militaire d'Indonésie. Depuis fin 1974, ceux-ci avaient installé des camps d'entraînement sur le côté indonésien de Timor pour former des troupes aptes à lutter contre les forces du FRETILIN. Au même moment, le régime militaire prenait des contacts avec d'autres partis politiques de Timor-Oriental (ADT, APODETI). Après l'échec de la tentative de coup d'état de l'UDT en Août 1975, le FRETILIN prit le pouvoir de facto. Depuis lors, les généraux ont accéléré les préparatifs. L'état de blocus naval s'est resserré et l'accroissement des forces militaires est devenu de plus en plus apparent. La presse indonésienne répand la rumeur que Timor-Oriental était sous contrôle des communistes.

La proclamation de l'indépendance de Timor-Oriental, le 28 novembre 1975, fut le point culminant de la situation. Les forces anti-FRETILIN réagirent tout de suite, répliquant que Timor-Oriental était la 27ème province de l'Indonésie (ce que APODETI disait depuis déjà un an).

Le 2 décembre 1975, Adam Malik, Ministre des Affaires Etrangères de l'Indonésie, se rendit à Atambua, petite ville près de la frontière indonésienne de Timor où des camps militaires contre le FRETILIN étaient installés. Là, il déclara aux leaders de la politique pro-indonésienne : "aujourd'hui nous nous rencontrons à Atambua et demain ce sera à Dilli" (Dilli est la capitale de Timor-Oriental).

Le 5 décembre, Adam Malik était de retour à Djakarta, où il convoquait les ambassadeurs des pays de l'A.S.E.A.N. (Association of South East Asian National, comprenant la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, les Philippines, et l'Indonésie) et également ceux d'Australie, de Nouvelle Zélande, de Portugal, des Etats Unis et d'Union Soviétique. Il les avertit de ne pas être surpris par des événements qui pourraient avoir lieu à Timor-Oriental.

L'INDONESIE ENVAHIT ET ANNEXE TIMOR-ORIENTAL

Bien avant la proclamation de l'indépendance de la République Démocratique de Timor-Oriental, le FRETILIN annonça plusieurs fois son désir de vivre en paix avec son voisin indonésien, et nia toute intention de "briser la stabilité régionale".

pd. ext.
La politique étrangère de FRETILIN comprend d'abord, une proche collaboration avec les pays voisins et même l'appartenance à l'ASEAN après l'indépendance : deuxièmement, une coopération étroite avec les pays du Sud Pacifique : Australie, Nouvelle Zélande, Fidji et Papua-Nouvelle Guinée ; et enfin, des relations étroites avec d'autres pays de langue portugaise telsque Mozambique, la Guinée-Bissau etc...

X Il est évident qu'aucune déclaration ou action du FRETILIN ne peut constituer une menace militaire pour l'Indonésie. La seule menace possible est le contraste frappant qui existe d'une part entre l'engagement pour la liberté du FRETILIN et son programme de réforme sociale et économique, et d'autre part, l'augmentation croissante de la pauvreté et le chômage et la corruption observés en Indonésie. Dans ce dernier pays, l'actuel régime sous contrôle militaire est venu au pouvoir après le massacre de quelques 500.000 à 1 million de personnes en 1965. Il a acquis la notoriété d'avoir l'un des plus grands nombre de prisonniers politiques non jugés dans le monde (environ 100.000 prisonniers politiques).

X Le 7 décembre 1975, c'est l'invasion à grande échelle de Timor-Oriental, par l'armée indonésienne. Au moins treize bateaux de guerre et 11 avions militaires, plus un grand nombre d'hélicoptères, ont bombardé Dilli, la capitale de Timor-Oriental. 3.000 parachutistes et marines ont donné l'assaut à Dilli, tôt le matin. Des vagues de parachutistes furent envoyés dans divers endroits de la capitale.

L'invasion par l'armée indonésienne fut lancée 12 heures après la visite du Président Ford à DJAKARTA où il eut des entretiens avec le président Suharto. Les conclusions sont évidentes !

A Darwin, (Australie), Alarico Fernandes (Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Nationale de la république démocratique de Timor-Oriental) renvoyait le même jour un message radio disant qu'une grande partie de la population avait pris le maquis près de Dilli ou dans les montagnes.

X C'est à cette date que commence la lutte héroïque et difficile du peuple de Timor-Oriental, conduite par le FRETILIN contre les envahisseurs. L'invasion menaçante est devenue maintenant une réalité. Il est tout à fait clair que le régime militaire indonésien veut annexer Timor-Oriental.

Le 8 décembre 1975, jour suivant l'invasion, Adam Malik annonça à Djakarta que les troupes indonésiennes "étaient là, invitées par l'UDT, l'APODETI, la KOTA, et le TRABALISTA, et se retireraient dès que la paix et l'ordre seraient rétablis". Le 8 décembre, la nouvelle radio de Dilli annonça : "comme vous le savez, depuis le 7 décembre 1975, les forces

armées indonésiennes contrôlent Timor. Les forces armées indonésiennes vont contribuer à unir toute la population de l'île de Timor". Le programme radio proférait aussi la menace que l'Indonésie "tuerait tous les communistes" et prenait comme cible principale le Président Xavier et le 1er Ministre, Nicolau Lobato, disant que les indonésiens "arracheraient le foie de Xavier Do Amaral". Le massacre à grande échelle et la chasse aux communistes qui eut lieu en Indonésie en 1965, se répète aujourd'hui en 1976... à Timor-Oriental.

LE COMBAT HEROIQUE D'UN PETIT PAYS

Pour l'armée indonésienne, l'invasion de Timor-Oriental ne se déroula pas comme prévu. Au début, les indonésiens pensaient qu'ils pourraient terminer l'opération en 6 heures, grâce à des bateaux de guerre, des avions militaires, des hélicoptères et de l'artillerie lourde.

Au départ, le régime militaire indonésien envoya environ 10.000 hommes pour lutter contre les forces armées du FRETILIN autour de la capitale et auprès d'autres villes. Mais devant la résistance et les contre-attaques des combattants de Timor, le régime militaire indonésien se vit contraint d'augmenter le nombre des soldats.

Depuis plus de 5 mois de combat, 30.000 soldats indonésiens environ entretiennent une guerre difficile à Timor-Oriental. L'objectif de l'invasion, qui visait une défaite rapide du FRETILIN grâce à une attaque massive, s'est révélé illusoire. Malgré un blocus par les bateaux de guerre indonésien, qui dure depuis plus de 6 mois et empêche tout approvisionnement en provenance de l'extérieur, le combat continue. La radio "Maubere" du gouvernement de la République Démocratique de Timor Oriental continue d'émettre à partir des montagnes.

Le régime militaire indonésien n'a plus qu'une seule perspective : la guérilla prolongée. Les généraux indonésiens ont sous-estimé la capacité d'organisation du FRETILIN, sa base populaire et l'appui des forces armées de Timor. Ses généraux ont été mal informés sur le stock d'armes et de munitions saisis par le FRETILIN dans l'arsenal portugais. Bien avant que l'armée indonésienne ne déclenche son attaque, toutes ces armes et munitions avaient été stockées dans différentes zones montagneuses.

Lors de son séjour à Londres, en février 1976, M. Ramos Horta, raconta que, malgré une agression qui dure depuis septembre 1975, le FRETILIN contrôle 80 % du pays. Quant à elles, les forces indonésiennes contrôlent Dilli, de nombreux villages sur la côte nord et quelques villages de l'intérieur.

Quand il fut interrogé sur les perspectives militaires du FRETILIN, Ramos Horta déclara : "il n'est pas question que le peuple de Timor renonce à sa liberté et à son indépendance". Le contrôle de la plus grande partie du pays par le FRETILIN démontre bien le soutien dont il bénéficie. La guérilla peut se prolonger indéfiniment sur la base de petites unités militaires allant de 2 à 5. Dans cette guérilla, le FRETILIN se trouve comme un poisson dans l'eau, car il a son appui dans le peuple.

A propos de la situation économique, Ramos Horta rappela que 95 % des habitants de Timor ont toujours été des agriculteurs. En conséquence, le blocus naval n'a aucunement affecté le ravitaillement en nourriture dans les régions dirigées par le FRETILIN. Bien plus, l'armée du FRETILIN est une armée "productive" contrairement à l'armée coloniale. Elle participe à la vie des villages.

A propos de l'aide matérielle, Ramos Horta ajouta que la RDTO ne reçoit aucune aide de l'extérieur mais que cette aide serait la bienvenue à condition qu'elle soit inconditionnelle.

Le gouvernement indonésien a interdit à la Croix Rouge internationale de porter secours à Timor Oriental. Il n'y a pas de médecins et les médicaments commencent à manquer.

Pour le matériel militaire, le peuple de Timor, dit encore Ramos Horta, n'a rien demandé. Pour ce genre de guerre, l'artillerie lourde n'est pas nécessaire et quand l'armée portugaise est partie, elle a laissé un grand stock d'armes. Le peuple de Timor-Oriental est isolé physiquement et entouré par des gouvernements voisins hostiles. Il ne doit donc compter que sur lui-même. C'est pourquoi Ramos Horta souligna l'importance du soutien et de la solidarité internationale.

LA COLERE MONTE

La nouvelle de l'invasion de Timor-Oriental par l'armée indonésienne fut publiée par toutes les principales agences du monde et imprimée dans plusieurs journaux et magazines étrangers (y compris en France). Mais la presse réactionnaire a tenté de réduire la portée de ces nouvelles.

La colère monte en réaction contre l'aggression de la jeune et petite république de Timor et contre les massacres effectués par les envahisseurs parmi une population innocente. Les soldats indonésiens ont tué des femmes et des enfants dans les rues : principalement des chinois. Ils les ont entraînés hors des églises où ils s'étaient réfugiés. Les généraux indonésiens ont commencé une guerre génocide. Ils ont juré de tuer tous les membres et tous les sympathisants du FRETILIN.

La réaction la plus violente et la plus immédiate a été celle de l'Australie. Dès la nouvelle de l'invasion 150 personnes

se réunirent spontanément pour protester devant le consulat indonésien. A Melbourne, un groupe se rendit directement au bureau du GARUDA (lignes aériennes indonésiennes) et commença une garde qui dura une semaine.

Avec l'aide de l'union australienne des étudiants et d'autres organisations -dont les plus importants syndicats-, l'Association Australie-East-Timor organisa des réunions de protestations dans les principales villes australiennes. Le Service d'Information de Timor, créé par des sympathisants de la lutte du FRETILIN, publie régulièrement des nouvelles et reçoit des messages du FRETILIN.

Au fur et à mesure que les nouvelles des bombardements par des avions et des bateaux de guerre indonésiens, arrivaient en Australie, la protestation s'amplifiait. Les relations maritimes avec l'Indonésie furent coupées à différentes reprises. Les travailleurs de la Commonwealth Aircraft Corporation à Melbourne refusent de produire les moteurs d'avions à réaction "Sabre" pour l'Indonésie. Dans toute l'Australie, des appels pour stopper toute aide économique et militaire sont lancés par la plupart des syndicats. Des églises de toutes confessions et d'autres groupes religieux condamnent vivement l'invasion.

Cinq évêques anglicans ont envoyé par exemple un télégramme au Premier Ministre d'Australie, demandant au gouvernement australien de prendre des mesures pour l'évacuation des réfugiés et l'établissement d'une zone neutre (le régime militaire indonésien refusa une telle zone).

La Commission Nationale "Justice et Paix" des évêques catholiques australiens avait déjà demandé au gouvernement australien de protester contre l'invasion indonésienne à Timor-Oriental.

Plusieurs organisations de charité ont décidé d'envoyer de la nourriture et du matériel médical au peuple de Timor : rien ne peut être envoyé. Le régime militaire indonésien a interdit à la Croix Rouge Internationale de porter secours à Timor. C'est une nouvelle guerre moderne où la Croix Rouge est absente. Plusieurs organisations australiennes demandent à ce que la Croix Rouge Internationale ait le droit d'aller à Timor-Oriental. Au cours des derniers mois (depuis janvier 1976 jusqu'à aujourd'hui), beaucoup de syndicats, de groupes religieux, d'organisations.... ont continué de protester contre l'invasion de Timor-Oriental par le régime militaire indonésien. Un mouvement de soutien au FRETILIN se développe partout, animé par la Campagne pour l'Indépendance de Timor-Oriental, qui reçoit régulièrement des messages des leaders du FRETILIN et les communique à la presse australienne et mondiale.

REACTION INTERNATIONALE A L'INVASION

De toutes les parties du monde arrivent les protestations contre l'invasion de Timor-Oriental par l'armée indonésienne. Le Portugal a immédiatement rompu toutes relations diplomatiques avec l'Indonésie qui y répondit quelques heures plus tard. Le gouvernement portugais a aussi demandé au Conseil de Sécurité des Nations Unies d'intervenir pour faire cesser immédiatement cette invasion.

Une opposition très nette se fit sentir en Nouvelle Guinée, pays indépendant depuis 3 mois seulement. De nombreux hommes politiques ont averti les habitants de se méfier de l'impérialisme indonésien et de se préparer à l'éventualité d'une telle menace.

A Londres, 110 membres du parlement britannique ont signé une pétition condamnant l'invasion et demandant au gouvernement de réviser l'aide et les engagements pris envers l'Indonésie, si les troupes ne se retiraient pas. Une manifestation s'est tenue devant l'ambassade indonésienne à Londres. Plusieurs députés de la Chambre étaient présents.

A New York, des citoyens américains, exaspérés par une invasion que soutenait le gouvernement de leur pays, (invasion survenue quelques heures à peine après le départ du président Ford de Djakarta), se réunirent devant la mission indonésienne des Nations Unies.

Différentes organisations internationales soutiennent le droit à l'indépendance du peuple de Timor-Oriental. L'assemblée du Conseil Oecuménique des Eglises de Nairobi, (assemblée qui aurait dû se tenir à Djakarta); a demandé à l'Indonésie de retirer ses forces armées et à l'Australie de faciliter l'évacuation des réfugiés de Timor-oriental.

Le 18 mars 1976, "the British Campaign" pour l'indépendance de Timor-oriental et l'alliance socialiste australienne ont organisé une manifestation devant l'ambassade indonésienne à Londres, pour montrer au gouvernement indonésien qu'un groupe actif de la population en Grande Bretagne condamne l'occupation de Timor, ses atrocités perpétrées contre la population du pays et soutient fermement le FRETILIN et le peuple dans leur résistance.

Des personnalités et des représentants de diverses organisations ont manifesté devant l'ambassade indonésienne avec des drapeaux du FRETILIN et de la République Démocratique de Timor, avec des banderolles et slogans tels que :

- troupes indonésiennes hors de Timor
- solidarité avec le FRETILIN
- reconnaissance de la République Démocratique de Timor Est
- souvenez-vous : 100.000 prisonniers politiques en Indonésie etc...

Le 5 avril 1976 à New York, 100 personnes ont participé à une démonstration en faveur de la lutte pour la libération de Timor Oriental et demandé le retrait des troupes indonésiennes. La manifestation mobilisée par le Comité de Défense de Timor s'est tenue en face du bâtiment des Nations Unies. Parmi les organisateurs, on trouve : the Group of Khmer Residents, Asian American for Action, Association of Vietnamese Patriots in the US, Eritreans for Liberation in North America, US Campaign for the Release of Indonesian Political Prisoners, Union of Democratic Filipinos, Youth Against War & Fascism, and Workers World Party.

RESOLUTIONS DE L'O.N.U. : L'INDONESIE HORS DE TIMOR ORIENTAL

La juste cause du peuple de Timor Oriental défendu par le FRETILIN dans sa lutte contre l'invasion par l'armée indonésienne, reçoit un soutien grandissant, tant sur le terrain diplomatique que dans l'opinion publique mondiale.

Le 11 décembre 1975, la 4ème Commission de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. a adopté une résolution demandant à tous les pays de respecter le droit du peuple de Timor Oriental à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance. Elle a déploré vivement l'intervention militaire des forces armées indonésiennes à Timor Oriental et a sommé tous les pays de respecter l'unité et l'intégrité territoriale de Timor Oriental.

C'est une victoire pour la République Démocratique de Timor Oriental. En effet, le régime militaire indonésien a essayé par tous les moyens d'empêcher la discussion sur Timor aux Nations Unies.

Pendant le débat de la 4ème Commission de l'Assemblée Générale, plusieurs délégations des pays africains et autres pays du Tiers-Monde (dont la République Populaire de Chine) ont condamné vivement l'invasion indonésienne. Il est significatif de noter que 11 pays seulement ont voté contre la résolution de l'Assemblée Générale. La majorité des pays non alignés a voté pour.

Le 22 décembre 1975, Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité (!!) une résolution dans laquelle il condamne l'agression indonésienne, exige le retrait sans délai des troupes indonésiennes et demande au Secrétaire Général des Nations Unies, Dr Kurt Waldheim, de nommer un représentant pour aller à Timor Oriental.

M. Ramos Horta, Ministre des Affaires Etrangères de la République Démocratique de Timor Oriental, a fait un discours au Conseil de Sécurité, expliquant les problèmes de Timor Oriental et l'agression de l'armée indonésienne. Cette résolution unanime du Conseil de Sécurité a été une autre victoire diplomatique pour la République Démocratique de Timor Oriental.

Mais le régime militaire indonésien n'a tenu aucun compte des résolutions de l'O.N.U. Avec un mépris cynique, il a protesté que la résolution du Conseil de Sécurité ne pouvait être effective, car les troupes sont des "volontaires" (personne ne peut croire que plus de 12 bateaux de guerre, un grand nombre d'avions et des tanks constituent une armée de volontaires). Des obstacles furent systématiquement créés par le régime militaire indonésien pour empêcher l'exécution des résolutions de l'O.N.U. Quand le représentant personnel du Dr. Kurt Waldheim, M. Vittorio Guiccardi (italien travaillant dans les hautes sphères de l'O.N.U. à Genève) se rendit à Timor Oriental, on l'empêcha (par toutes sortes de moyens) d'aller dans les zones contrôlées par le FRETILIN et de prendre des contacts avec les dirigeants de la République Démocratique de Timor Oriental.

En avril 1976, Le Conseil de Sécurité a discuté de nouveau les problèmes de Timor. Les débats durèrent environ deux semaines. Un projet de résolution pour exiger le retrait immédiat des troupes indonésiennes de Timor Oriental fut présenté par la Guyane et la Tanzanie, le Bénin (Dahomey), la Suède, etc. sur les droits à l'autodétermination du peuple de Timor. Après les débats, le 22 avril 1976, le Conseil de Sécurité adopta une résolution qui est, en substance, la même que celle du 22 décembre 1975. Cette fois, la résolution fut adoptée par le Conseil de Sécurité par 12 voix (les Etats Unis et le Japon s'abstinrent). La France adopta la résolution.

UN SOUTIEN INTERNATIONAL ENCORE PLUS LARGE POUR LE FRETILIN

La jeune République Démocratique de Timor Oriental reçoit un soutien international de plus en plus large. Le nombre des pays reconnaissant ce pays, petit mais héroïque, augmente continuellement. Les pays suivants ont reconnu la République Démocratique de Timor Oriental comme l'unique et légitime gouvernement de Timor Oriental : La République Populaire de Chine, la République Populaire du Mozambique, la République Populaire d'Angola, la République de Guinée Bissau, les Iles du Cap Vert, la République de Guinée (Conakry), la République de Sao Tome, la République Démocratique de Corée, la République Démocratique du Vietnam, la République du Bénin (Dahomey), la République de Tanzanie, le Kampuchea Démocratique (Cambodge), l'Algérie.

Il est probable que cette liste s'allongera bientôt. La majorité des pays du Tiers-Monde ou des pays non-alignés ont montré particulièrement leur sympathie et leur solidarité au FRETILIN et à la jeune République Démocratique de Timor Oriental. Environ 49 pays de l'Asie et de l'Afrique soutiennent la demande d'admission de la République Démocratique de Timor Oriental à l'O.N.U. D'un point de vue diplomatique, les événements sont très importants et encourageants pour le FRETILIN et ses sympathisants dans de nombreux pays. Mais les massacres incessants du peuple de Timor par l'armée indonésienne et le mépris du régime militaire indonésien envers les décisions de l'O.N.U. doivent être continuellement mis en évidence et combattus par l'opinion publique mondiale. Jusqu'à maintenant, environ 60.000 habitants de Timor Oriental (c'est-à-dire 10% de la population totale) sont massacrés par l'agresseur.

Dans ce but, différents Comités d'entraide au FRETILIN ou à la République Démocratique de Timor Oriental ont été créés. Il faut souligner l'importance de ces mouvements en Australie. Toutes sortes d'organisations de masse, des syndicats, des mouvements religieux s'organisent dans les villes partout en Australie.

En Grande Bretagne, "the British Campaign" pour l'indépendance de Timor Oriental a été mise sur pied. Cette organisation est soutenue activement par le Comité Britannique de la Paix, le Comité Angolais de Solidarité, la Fondation Bertrand Russel, Libération, le journal de l'Asie contemporaine, le Mouvement Etudiant Chrétien, la Fédération Chrétienne Mondiale.

En Hollande, Allemagne de l'Ouest, Suède, Norvège et Portugal, des activités de nombreuses organisations et personnalités avec pour but de soutenir le FRETILIN ont été menées de différentes façons. Aux Etats-Unis, un Comité de Défense de Timor a organisé des manifestations et publié des brochures.

La Campagne de Soutien à la République Démocratique de Timor Oriental s'étend de plus en plus.

Récemment, 40 syndicats australiens ont décidé d'équiper un bateau pour transporter du matériel médical dans les zones du FRETILIN. Ce bateau, composé d'un équipage de volontaires recrutés dans le syndicat de marins, va essayer de briser le blocus naval indonésien autour de Timor.

Mais, fin avril 1976, la presse mondiale publie des communiqués disant que les autorités militaires indonésiennes ont menacé de couler tous les bateaux qui risqueraient de s'approcher des zones de Timor Oriental contrôlées par le FRETILIN.